

Mexique/Présidentielle

Lopez Obrador amène pour la première fois la gauche au pouvoir

AFP

Mexico/Mexique

La troisième tentative aura ainsi été la bonne pour "AMLO", qui a obtenu plus de 53% des voix, selon les estimations officielles. A sa prise de fonction en décembre, il aura à faire face à des défis gigantesques.

ANDRES Manuel Lopez Obrador a remporté dimanche une victoire historique à la présidentielle mexicaine, amenant la gauche au pouvoir pour la première fois dans un pays miné par la corruption et une vague de violences sans précédent. La troisième tentative aura été la bonne pour Lopez Obrador, surnommé "AMLO" - ses initiales -, qui a obtenu plus de 53% des voix, selon les estimations officielles.

"Je suis très conscient de ma responsabilité historique (...) Je veux passer à l'histoire comme un bon président", a assuré le vétéran de gauche, âgé de 64 ans, entouré de sa femme et de ses enfants, devant une foule de plusieurs milliers de sympathisants réunis sur la place du Zocalo, dans le centre de Mexico. "Je ne vous décevrai pas !", leur a-t-il promis.

L'ancien maire de Mexico devance de plus de trente points le jeune conservateur Ricardo Anaya, à la tête d'une coalition de droite et de gauche, et Jose Antonio Meade, du Parti révolutionnaire institutionnel

(PRI), le parti au pouvoir, très loin derrière, en troisième position. Ses deux rivaux ont rapidement reconnu leur défaite et l'ont salué pour sa victoire.

Le président américain Donald Trump a également félicité Lopez Obrador et s'est dit "prêt à travailler" avec lui. "Il y a beaucoup à faire pour le bien à la fois des Etats-Unis et du Mexique !", a tweeté Trump, dont la politique commerciale et sur l'immigration a plongé les relations avec son voisin mexicain au plus bas de leur histoire. Lopez Obrador lui a répondu qu'il souhaitait une relation d'"amitié et de coopération" avec les Etats-Unis, après avoir promis au pays "des changements profonds" et "sans dictature".

Autre partenaire important, le Canada a également rapidement félicité le vainqueur. Le Premier ministre Justin Trudeau a notamment appelé à une relance rapide de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qualifié de "désastre" par M. Trump. **"MAFIA DU POUVOIR"** • Pour la première fois de l'histoire moderne du Mexique, la gauche accède à la présidence. "C'est un jour historique", avait anticipé dans la matinée le futur président avant de voter dans la capitale, promettant de lutter contre la corruption et chasser la "mafia du pouvoir" incarnée par l'impopulaire président Enrique Peña



Photo : AFP

Le nouveau président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador devant la foule de ses sympathisants dimanche soir à Mexico : "Je ne vous décevrai pas !"

Nieto.

La gauche obtient également un succès régional sans précédent au moins six postes de gouverneurs sur les neuf en jeu, avec son parti, le Mouvement de régénération nationale (Morena).

Pour la première fois, une femme, Claudia Sheinbaum, scientifique de 56 ans et fidèle de "AMLO", dirigera la capitale et ses plus de 20 millions d'habitants.

Avec ses alliés, Lopez Obrador, qui prendra ses fonctions en décembre prochain, obtiendrait la majorité à l'Assemblée, avec au moins 250 sièges de députés. Plus de 18 000 mandats, dont 128 sénateurs, étaient également en jeu.

Il s'agit d'un "ouragan national", commentait sur la chaîne Televisa le politologue Jesus Silva

Herzog Marquez.

DEFIS GIGANTESQUES • Lopez Obrador aura su capitaliser sur l'exaspération d'une grande partie des Mexicains et se présenter en candidat des plus modestes.

"Pour la première fois, l'histoire s'écrira du côté des pauvres", se réjouissait Salvador Sanchez, 82 ans, devant le bureau de vote du candidat, plus tôt dans la journée.

Le principal défi du président "sera d'accomplir ce qu'il a promis, et ce qu'il a promis est une utopie", a commenté à l'AFP l'analyste politique Jose Antonio Crespo. "Il n'y arrivera pas, mais on verra ce qu'il obtient".

"Il va pouvoir compter sur l'appui du Congrès, une grande légitimité, mais les choses ne changent pas de façon ma-

gique", poursuit l'expert. Lopez Obrador devra affronter des défis gigantesques : en plus de lutter contre la corruption, il devra tenir sa promesse de "remettre à sa place" le président Trump, qui a menacé de rompre l'Aléna et estimé que le Mexique "ne fait rien" contre l'immigration clandestine venue d'Amérique centrale. **SANGLANTE CAMPAGNE** • Tout au long de la campagne, la violence a été au cœur des débats, mais elle a aussi touché de nombreux candidats ou militants sur le terrain.

Le processus électoral est déjà considéré comme "le plus sanglant" de l'histoire du Mexique, avec au moins 145 assassinats d'hommes politiques - dont 48 candidats ou pré-candidats -, selon le cabinet d'études Etellekt.

Dimanche, au moins deux militants ont été abattus, un militant du Parti des Travailleurs (PT, opposition) dans l'Etat du Michoacan (ouest), et un autre du PRI, dans l'Etat de Puebla (centre).

Plus de 200 000 personnes ont été tuées dans le pays depuis 2006 et le lancement de la guerre contre le narcotrafic à l'aide de l'armée.

"AMLO" a promis d'éradiquer la pauvreté qui alimente ces violences et de ramener la paix sociale dans le pays.

L'Afrique en bref

• **Malawi/Corruption. Le président dans la tourmente**

Le président du Malawi, Peter Mutharika, était hier la cible de vives critiques de l'opposition et de la société civile qui exigent sa démission après la révélation d'une enquête officielle l'accusant de corruption à un an des élections générales.

• **Maroc/Jihadistes. Quatre arrestations à travers le royaume**

Les autorités marocaines ont annoncé l'arrestation hier de quatre jihadistes présumés soupçonnés d'être liés à l'organisation Etat islamique (EI), lors d'une opération menée dans quatre villes du royaume. Les suspects, âgés entre 19 et 24 ans, ont été arrêtés à Casablanca (ouest), Tanger (nord), Nador (nord-est) et Tiznit (sud).

A travers le monde

• **France/Prison. Le braqueur Faïd toujours en cavale**

Le braqueur récidiviste Redoine Faïd est toujours activement recherché en France au lendemain de son évasion spectaculaire par hélicoptère d'une prison et une mission d'inspection a débuté hier sur la sécurité dans l'établissement.

• **Iran/Nucléaire. Visite "capitale" du président en Europe**



Le président iranien Hassan Rohani a entamé hier un voyage en Suisse et en Autriche jugé "d'une importance capitale" à Téhéran pour la coopération entre la République islamique et l'Europe après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien.

• **Pologne/Justice. L'UE ouvre une procédure d'infraction contre Varsovie**

La Commission européenne a lancé hier une nouvelle procédure d'infraction contre la Pologne, visant cette fois à "protéger l'indépendance de la Cour Suprême" polonaise à la veille de l'entrée en vigueur d'une réforme controversée.

• **Russie/Diplomatie. La Crimée pas un sujet de discussion pour le sommet Trump-Poutine**

La Crimée, péninsule ukrainienne annexée par la Russie en 2014, ne constitue pas un sujet de discussion pour le sommet prévu le 16 juillet entre Vladimir Poutine et Donald Trump, a averti hier le Kremlin, estimant qu'il s'agissait d'une "partie inaliénable de la Russie".

Mali/Politique

Le pouvoir actuel "pas à la hauteur des enjeux"

AFP

Paris/France

Jugement d'un député français, par ailleurs président de la commission de la Défense, Jean-Jacques Bridey.

LE pouvoir actuel malien "n'est pas à la hauteur des enjeux", a estimé hier le président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale française, Jean-Jacques Bridey, au lendemain d'une attaque contre des soldats français de l'opération Barkhane à Gao.

"Je pense le pouvoir actuel n'est pas à la hauteur des

enjeux et de la gravité de la situation. Il faut ouvrir les yeux", a déclaré le député du parti présidentiel La République en marche sur la radio RFI.

"Il n'y a pas assez d'actions fortes de la part du pouvoir" du président Ibrahim Boubacar Keïta, a-t-il insisté, à quelques semaines de l'élection présidentielle du 29 juillet au Mali.

Quatre soldats français de la force Barkhane ont été blessés dimanche selon l'état-major français des armées. D'après les autorités maliennes, l'attaque a fait quatre morts et 23 blessés parmi des civils. Un attentat a également frappé vendredi le QG de

la force à Sévaré, et fait trois morts, dont deux militaires maliens. Deux des assaillants sont également morts, dont un kamikaze à bord d'une voiture piégée. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, principale alliance jihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, a revendiqué l'attentat.

Le président Keïta a promis samedi de "traquer les terroristes jusque dans leurs derniers retranchements".

"Il y a beaucoup de pays qui sont au côté du Mali, au côté de la population malienne, pour sortir de cette instabilité sécuritaire, mais il faut aussi qu'il y ait une visibilité

dans la situation politique et aujourd'hui ce n'est pas le cas", a jugé M. Bridey.

"Nous sommes à quatre semaines de l'élection présidentielle (au Mali, NDLR), on ne sait toujours pas si ce scrutin pourra se tenir", a regretté le député. "Nous souhaitons qu'il se tienne, (mais) il y a des retards dans l'acheminement des cartes électeurs, il y a un flou complet là-dessus. J'ai l'impression qu'il n'y a pas une véritable volonté de tenir ces élections présidentielles de la part du pouvoir malien", a-t-il dénoncé.

• **Macron à Nouakchott.** Le président français Emmanuel Macron est arrivé

hier à Nouakchott où les dirigeants africains poursuivent leurs réunions au dernier jour du sommet de l'Union africaine (UA) dans une atmosphère assombrie par une multiplication des attaques jihadistes dans des pays du Sahel. "Je réaffirme ici l'engagement de la France et de tous les pays membre du G5 Sahel pour lutter contre l'obscurantisme, la lâcheté, dont les premières victimes sont les Africains eux-mêmes", a déclaré M. Macron à Nouakchott. Il a aussi appelé à "intensifier et repenser le lien entre l'Afrique et la France".

Photo : AFP